

Allocution de M. Jacques Chirac, Président de la République et réponse à des questions sur la coopération économique franco-roumaine et notamment le développement des investissements et des exportations des entreprises françaises en Roumanie, Bucarest le 22 février 1997.

Monsieur le Président,

- Mesdames et messieurs,

- Monsieur le ministre des affaires étrangères,

- Chers amis,

- Je me dois de commencer, comme régulièrement depuis que je suis arrivé, par des excuses pour le retard. C'est tout à fait caractéristique, parce qu'en règle générale, je suis quelqu'un qui est plutôt à l'heure et particulièrement à l'étranger. Je n'aime pas faire attendre. Ici, en Roumanie, je ne dois pas me sentir à l'étranger. Je n'ai pas arrêté de faire attendre tout le monde, y compris le Parlement hier. Je crois que c'est parce qu'on est tellement bien quand on est entre nous, Roumains et Français, qu'on ne voit pas le temps passer.

- Alors, je vous présente mes excuses et je vous donne les explications.

- Mesdames, messieurs, je suis heureux de saluer aujourd'hui les responsables économiques, les représentants des milieux d'affaires, les chefs d'entreprises, les conseillers commerciaux, Monsieur le Président, en vous remerciant d'avoir bien voulu organiser cette rencontre, toutes celles et tous ceux qui contribuent à ouvrir la Roumanie à l'économie de marché et à la préparer aux grandes échéances qui nous attendent tous, nous autres européens. Je vous remercie de participer à cette rencontre, qui nous permet d'aborder ensemble nos relations économiques et ce que nous pouvons faire, les uns et les autres, pour les développer.

- Nous, Roumains et Français, avons cette chance exceptionnelle de bien nous connaître depuis longtemps, de partager une culture et des valeurs souvent communes et de nous estimer. Tout au long de notre histoire et c'est important, nous avons beaucoup échangé et nous avons bâti entre nous une amitié puissante qui ne s'est, malgré les aléas de l'histoire, jamais démentie. Même lorsque votre pays et ses voisins furent contraints, pendant un demi-siècle, de se tenir à l'écart du reste de l'Europe, le lien culturel, le lien affectif entre la Roumanie et la France est devenu plus ténu, il n'a jamais rompu.

- Votre pays a naturellement vocation à rejoindre l'Union européenne, à prendre toute sa place dans l'Europe de demain. Il peut naturellement compter sur le concours et l'appui de la France pour préparer notre avenir commun au sein du marché unique et dans le cadre d'une Europe pacifique et prospère.

- En venant à Bucarest, j'ai souhaité marquer la profonde amitié de la France pour la Roumanie, l'estime que mon pays porte au vôtre. J'ai souhaité également saluer la grande rénovation, qui est engagée en Roumanie, et exprimer mon soutien total à votre adhésion aux structures européennes, d'abord à l'Alliance atlantique et ensuite à l'Union. La France n'est pas seule, elle ne décide naturellement pas pour tous, mais sa voix se fera entendre de façon forte, et je le souhaite, convaincante dans les instances internationales pour soutenir le point de vue de la

Roumanie. Nous aurons l'occasion de la voir très bientôt et dès maintenant pour ce qui concerne l'OTAN. Mais ce matin, une longue discussion que nous avons eue avec le Premier ministre, les ministres compétents et M. Séverin nous a conduits à déployer également une stratégie commune pour soutenir les intérêts de la Roumanie dans le programme des grands réseaux autoroutiers européens qui doivent être arrêtés dans les mois prochains au cours d'une réunion Einzing.\

J'ai aussi souhaité développer notre dialogue politique pour instaurer entre nous un partenariat, une coopération forte et je dirai fraternelle, même si on abuse parfois de ce mot, je n'en ai pas trouvé de meilleur pour caractériser la relation qui existe entre nos deux pays. Nous avons des préoccupations communes et nous devons les faire valoir ensemble. Tel est le sens de mon intervention hier, devant le Parlement roumain.

- C'est pourquoi, je disais ce matin aux jeunes Roumains et Roumaines, à l'Université, que s'il y avait entre nous les liens du coeur, c'est vrai, ceux de l'esprit et de la culture, c'est indiscutable, il y a aussi tout simplement les liens des intérêts communs. La France a besoin de la Roumanie dans l'Europe centrale et orientale pour ne pas y être isolée. La Roumanie a besoin de la France dans l'Europe occidentale et pour les mêmes raisons. Notre partenariat est totalement justifié et nécessaire, que mon voyage à Bucarest puisse lui permettre de se développer avec une force et un élan nouveaux.

- Mais mon objectif est aussi de bâtir avec vous la partie économique de ce partenariat et qu'il soit à la mesure de sa dimension culturelle, sociale, philosophique, de ce point de vue, nous avons encore à faire.

- Nous devons multiplier nos échanges commerciaux, nous devons nous associer davantage au sein de sociétés industrielles, financières et de services. Nos entrepreneurs et nos investisseurs doivent d'abord se rencontrer, parler et prendre toute la mesure de leurs atouts respectifs.

- Et la Roumanie n'en manque pas d'atouts. C'est un marché de 23 ou 25 millions d'habitants, elle possède des terres agricoles abondantes, riches, fortes d'une culture traditionnelle, de la même nature que la nôtre. Elle a d'importantes ressources minières. Les hommes et les femmes qui vivent ici, étudiants, travailleurs, agriculteurs, chefs d'entreprise, nous sont proches, très proches, et c'est un atout pour nous. Ils le sont par la culture, par l'histoire, par la langue, je dirai par les racines, qui font que l'on a, vis-à-vis des problèmes, une réaction souvent commune et beaucoup parlent notre langue.

- La Roumanie, c'est une longue tradition d'excellence dans la formation des cadres, des chercheurs, des ingénieurs, des techniciens et aujourd'hui, je l'observais à l'Université et dans les propos que j'ai eus notamment hier soir avec les universitaires, les recteurs, les doyens, c'est un enseignement, une formation qui s'ouvrent délibérément, fortement sur la modernité.\

Il y a quelques semaines, les Roumains ont manifesté, par leur vote, je me garde de la moindre ingérence dans les affaires intérieures de la Roumanie, c'est une simple constatation, leur profond désir de réforme, de rénovation et d'adaptation. Pas facile, car la réforme, que ce soit en Roumanie ou en France, est toujours un exercice, à la fois indispensable si l'on veut s'adapter en permanence à son temps, mais difficile et périlleux souvent car il consiste à heurter de front les situations acquises, les égoïsmes et les conformismes.

- Réformer dans nos pays, mais plus encore dans un pays qui a profondément souffert, comme la Roumanie, souffert du carcan du passé et qui doit s'ouvrir davantage à l'économie de marché. Réformer, cela signifie libéraliser les structures de l'économie, laisser plus de place à l'initiative privée. Tout cela est parfait sur le plan théorique et facile à exprimer ou à souhaiter. Lorsqu'il s'agit de mettre en oeuvre, c'est beaucoup moins facile et il faut à la fois de la détermination et du courage, notamment du courage politique. Il faut aussi une capacité pédagogique, un sens du dialogue et de l'explication pour faire comprendre aux populations concernées, au peuple que, finalement et quelles que soient les contraintes, son intérêt consiste à assumer les exigences du temps présent.

- Nos entreprises, les entreprises françaises, participent, insuffisamment, mais déjà à votre effort de privatisation. Elles sont prêtes, je le sais, à prendre une part plus importante dans les secteurs

qui s'ouvrent, nous avons eu l'occasion d'en parler longuement et au cas par cas, ce matin, avec le Premier ministre et les ministres responsables, à la concurrence. Services financiers, assurances, fournitures de service public, ce sont là quelques grands domaines d'activité où nos entreprises ont une solide expérience et peuvent vous apporter leurs compétences. Dans d'autres domaines aussi, ceux que nous avons ce matin évoqués.

- Rénover, c'est en Roumanie, rattraper le temps perdu, doter le pays des infrastructures, routières, ferroviaires, aéroportuaires, nécessaires à sa croissance, non seulement à l'intérieur mais également ne pas manquer d'être à la bonne place dans le cadre de la création des grandes infrastructures européennes et internationales qui sont en train sous l'impulsion de l'Union de se mettre en place et qui marqueront les 20 ou 30 ans qui viennent. C'est aussi moderniser l'outil industriel roumain. Nos sociétés disposent d'un savoir-faire reconnu. Elles proposent, dans les secteurs de pointe, les transports, la communication, l'énergie, la construction, le ciment, l'armement et tant d'autres entreprises encore, des produits performants et fiables, d'un haut niveau technologique.

- Les Roumains aspirent, à juste titre, à une vie meilleure. Ils veulent accéder aux progrès de cette fin de XX^{ème} siècle. Je souhaite qu'ils n'oublient pas que les entreprises françaises sont parmi les premières dans le monde, dans des domaines aussi divers que l'automobile, la chimie, la pharmacie, l'agro-alimentaire, les équipements domestiques et bien d'autres encore.

- Certes, lorsque les échanges ne sont pas suffisants, les torts ne sont pas tous du même côté, les entrepreneurs français ont une caractéristique assez extraordinaire, ils sont excellents mais ne vont pas assez loin. La France est le quatrième exportateur du monde. Le deuxième exportateur du monde par tête d'habitant. Elle est le deuxième exportateur du monde pour les services ainsi que pour les produits agricoles et le premier exportateur mondial pour les produits agro-alimentaires. Je pourrais allonger cette liste de références. Cela veut dire que la France est un pays qui exporte une part importante de sa production. Un Français sur quatre travaille pour l'exportation.\

Lorsqu'on observe cette situation, on aurait tendance à être satisfait. Quand on la regarde de plus près qu'est-ce qu'on voit ? Quelque chose de paradoxal. L'essentiel de cette production est exporté dans l'Union européenne, c'est-à-dire d'ailleurs là où c'est le plus difficile, où la compétition est la plus forte mais c'est là où nous sommes. Nous exportons en Allemagne, nous exportons en Italie, nous exportons dans les pays du Bénélux, etc. Et puis, plus on s'éloigne de Paris, comme si les chefs d'entreprise craignaient d'être obligés de passer une nuit à l'hôtel, plus les exportations se font rares. Alors que les grands marchés potentiels, ceux qui sont les plus faciles à occuper, se trouvent précisément un peu plus loin dans l'Europe centrale et orientale, en Asie, en Amérique du Sud, parfois en Amérique du Nord.

- La Roumanie fait partie de ces régions où nous pouvons faire beaucoup plus de ce que nous faisons. J'encourage beaucoup les industriels français, les financiers français à s'engager au-delà des frontières de l'Union et à apporter l'excellence de leur production qui est indiscutable, et je le répète, la preuve, c'est qu'ils exportent massivement, au-delà des frontières des quinze, et notamment en Europe centrale et orientale et particulièrement dans le pays de l'Europe centrale et orientale avec lequel nous avons le plus de liens naturels, c'est-à-dire ici même en Roumanie.

- Nous sommes en effet seulement votre quatrième partenaire, avec 5,5 % des échanges. C'est tout à fait incompréhensible. J'ai dit quels étaient, peut-être, les torts des industriels, des entrepreneurs français, mais il y a aussi les torts des Roumains et, en particulier, un système qui n'est pas encore assez marqué par les exigences de l'économie de marché.

- Tout à l'heure, le Président des conseillers du commerce extérieur l'a rappelé, nous en avons parlé ce matin avec le gouvernement roumain qui en a parfaitement conscience et qui est déterminé à évoluer dans le bon sens et à moderniser les choses, il y a encore trop de structures paralysantes qui ne permettent pas des échanges aussi faciles qu'on le souhaiterait, qui ne permettent pas une garantie suffisante des investissements pour qu'ils soient encouragés à venir ici en Roumanie.

- Mais je sais que la volonté et la détermination du gouvernement de la Roumanie c'est d'aller dans le sens de la modernisation de ces structures, de l'affirmation des garanties qui doivent être

données, à la fois aux investisseurs, aux commerçants et aussi à celles et à ceux qui portent cette action en résidant dans ce pays, et je fais confiance.

- C'est pourquoi, je recommande aux entreprises françaises de faire, ici comme ailleurs, mais ici surtout en raison de nos liens, preuve d'esprit de conquête. Et je voudrais renouveler ce message en invitant les Français ici présents à une coopération toujours plus étroite avec leurs collègues roumains.\

Cette remarque sur les échanges vaut aussi pour les investissements. Avec seulement 8 % des capitaux étrangers, nous n'arrivons qu'au cinquième rang en Roumanie, c'est incompréhensible. Certes, nous ne partons pas de rien. Déjà de nombreuses sociétés franco-roumaines, dont fort heureusement une majorité de PME, parce que là réside le gisement le plus prometteur en ce qui concerne le développement économique, forment un maillage assez dense. Et, je salue celles et ceux qui ont été les pionniers parmi les PME de ce partenariat. Dès le départ, des entreprises françaises se sont engagées en Roumanie, dans ce qui représentait alors, il faut bien le dire, une forme d'aventure et de risques. Elles s'en félicitent aujourd'hui si j'en crois les témoignages que j'ai pu recueillir avant mon départ et depuis que je suis ici. J'invite toutes celles et tous ceux qui n'ont pas encore fait ce choix à les suivre et à participer aussi au développement de la Roumanie.

- Alors, je le répète, parce qu'il faut que les choses soient dites à plusieurs reprises pour être bien signifiées et bien comprises. Il faut que ces entreprises trouvent en Roumanie un environnement favorable et stable, qu'elles bénéficient de conditions réglementaires, législatives, financières qui soient adaptées.

- Mais je le redis, j'ai la conviction que les dirigeants roumains actuels ont cette volonté politique. J'ai bon espoir que les principaux obstacles au développement de nos échanges, le régime des changes, la réglementation douanière, la fiscalité, les formalités administratives, le statut des résidents, tous les problèmes qui existent encore à ce titre, j'ai bon espoir qu'ils appartiendront bientôt au passé. En tous les cas, je peux témoigner, dans ce domaine, de la volonté du gouvernement et du Président roumains.

- Quant à la réforme du Fonds de Propriété de l'Etat, envisagée par les autorités roumaines, elle devrait sans aucun doute faciliter l'implantation des investisseurs étrangers et notamment français.

- Enfin, nos ministres ont installé à Bucarest, le mois dernier, le "Groupe de travail mixte pour le partenariat franco-roumain". Cet organisme doit devenir le lieu de rencontre privilégié entre hommes d'affaires et fonctionnaires, roumains et français. Nous disposerons d'un forum pour parler de nos projets, pour discuter de leur mise en oeuvre, pour envisager les améliorations ou les adaptations qui permettront leur développement. Cette coopération doit s'inscrire dans le cadre de l'accord d'association entre la Roumanie et l'Union européenne. Elle peut aussi tirer parti du programme "PHARE" auquel, vous le savez la France contribue à hauteur de 21 %.\

Le développement et la prospérité de la Roumanie dépendent aussi de la capacité de ses entrepreneurs à faire connaître, à faire apprécier, au-delà des frontières de la Roumanie, l'innovation, le talent, le savoir-faire et les produits roumains. Je leur lance une chaleureuse invitation à venir chez nous, en Europe, en France, à la rencontre du marché français. La Roumanie, pays de traditions et d'excellence, doit, elle aussi, s'affirmer sur l'ensemble du vaste marché européen et être présente notamment sur le marché français.

- C'est donc à vous, chefs d'entreprises, roumains et français, qu'il appartient de faire vivre et grandir ce partenariat économique que je souhaite pour nos deux pays. La Roumanie et la France, qui sont depuis toujours, je le répète, si proches l'une de l'autre et qui sont deux partenaires naturels, doivent, au moment où toute l'Europe se rassemble, nouer des liens économiques privilégiés.

- A chacun d'entre vous, j'adresse donc mes vœux de succès et mes encouragements. J'invite nos chefs d'entreprises à se rencontrer, à développer encore leurs liens et leur amitié. Je les invite à faire ensemble le pari de l'ouverture de l'Europe, de la conquête. Leur esprit d'innovation, leurs ambitions et leurs efforts ne seront pas déçus.

- Mesdames et messieurs, je vous remercie.\

LE PRESIDENT.- Je crois qu'il y a une ou deux questions, monsieur le Président.

- M. CONSTANTINESCU.- Mesdames et messieurs, nous remercions beaucoup tous ceux d'entre vous qui ont bien voulu nous envoyer les questions que vous vouliez poser à Monsieur le Président. Nous les avons canalisées en sachant que le temps imparti est limité. Beaucoup des questions exprimées viennent des PME et des PMI.

- QUESTION.- Et donc, je poserai peut-être la première question qui fait mention que la presse française rappelle fréquemment la volonté du gouvernement de voir plus de PME et PMI aller à l'international. Pouvez-vous nous indiquer les grandes mesures prises pour aider ces entreprises à exporter, en particulier sur la Roumanie. N'est-il pas possible qu'un exemple de ce qui existe dans certains pays d'Europe centrale, des lignes de crédits ou d'autres initiatives soient mises en place pour répondre aux besoins de financement de ces entreprises ?

- LE PRESIDENT.- Le problème a été évoqué en détail par M. Galland, ministre du commerce extérieur français. Je voudrais simplement dire ceci. Premièrement, j'ai la conviction que les petites et moyennes entreprises sont aujourd'hui l'essentiel de la capacité d'innovation de travail et d'exportation pour notre pays, pour les autres aussi d'ailleurs. Et je regrette profondément que nous soyons en retard, pour ce qui concerne leur nombre et leur importance, par rapport à certains de nos voisins. Je pense naturellement, tout particulièrement à l'Allemagne qui a su créer, développer et soutenir un réseau particulièrement actif et fort de petites et moyennes entreprises, créations d'emplois, exportations.

- C'est vrai que lorsqu'on regarde l'exportation, on s'aperçoit qu'il y a, d'une part, le moteur que représente quelques grands contrats et puis il y a l'ensemble, la substance des exportations qui est représentée, pour une part considérable, par les petites et moyennes entreprises.

- Je souhaite donc, effectivement, que tout soit mis en oeuvre pour leur faciliter la tâche. C'est en pensant à cela que le gouvernement français, pour ce qui me concerne, a créé un ministère de petites et moyennes entreprises et un ministre, d'ailleurs très dynamique, pour essayer en étroite concertation avec leurs organisations de développer tous les moyens qui facilitent leur développement interne ou externe.

- C'est dans cet esprit qu'on a essayé de faciliter ou de régler leurs problèmes de fonds propres. Le gouvernement a récemment créé la Banque de Développement des PME, non sans mal, compte-tenu là-aussi, vous savez chez nous aussi, les réformes sont difficiles à faire. Il a fallu un an, un an pour qu'une décision prise par le gouvernement réussisse à sortir, non sans mal, et aux forceps, du ministère des finances, il s'agissait de la création de la Banque de Développement des PME.

- Selon le même esprit que les procédures gérées par la COFACE, ont été réformées pour que les PME puissent y accéder et les utiliser plus facilement. Il y a d'autres mesures, dans le détail desquelles je n'entrerai pas. Mais je veux simplement vous dire que j'ai parfaitement conscience du rôle capital que doivent jouer les PME dans l'exportation, en règle général, pour la France.

QUESTION.- Monsieur le Président, je suis le Président de la SERV, un des seuls investissements viticole en Roumanie, à l'heure actuelle...

- LE PRESIDENT.- Viticole ?

- QUESTION.- Oui le vin. Monsieur le Président, nous sommes à la veille de l'ouverture du Salon agricole de Paris. La Roumanie a un énorme potentiel, tant agricole que viticole et vous l'avez souligné maintes fois. Ne pensez-vous pas donc, qu'il faille envisager une aide spécifique aux industries agro-alimentaires et viticoles pour qu'elles puissent prendre pied sur ce marché...

- LE PRESIDENT.- Je ne voudrais pas vous décevoir. Alors je vais essayer de dire cela avec la diplomatie nécessaire. D'abord, je suis tout à fait convaincu que nous avons des intérêts communs et non pas une concurrence mais une action qui peut être parfaitement complémentaire dans le domaine agricole, en général, et notamment dans le domaine viticole.

- Vous savez nous sommes un monde qui va connaître une croissance démographique considérable. Probablement la population du monde va passer de cinq à huit milliards dans les vingt ans qui viennent. Ce qui veut dire que si nous ne mettons pas en place des politiques permettant d'augmenter considérablement la production agricole dans toutes ses composantes,

nous ne pourrions pas faire face à la nourriture de ce nombre croissant de citoyens.

- C'est donc un vrai problème. C'est ce qui explique, d'ailleurs, toujours les réserves que j'ai exprimées à l'égard de l'orientation européenne qui confondant parfois le court terme avec le long terme, a cru devoir engager une politique de restriction quantitative de la production qui me paraît à la fois choquante sur le plan moral et erronée sur le plan économique. Il ne faut pas confondre la production et l'organisation des marchés.

- Donc, je ne crois pas du tout, qu'il y ait un problème quelconque de compétition, de concurrence. Je crois qu'il peut y avoir un développement harmonieux des produits agricoles ou viticoles roumains et français. Mais, là je crains de vous décevoir c'est, vous dites - c'est une réaction typiquement française - : "Est-ce qu'il ne pourrait pas y avoir une aide spécifique pour faciliter la chose aux investissements français, aux entreprises françaises ?" Eh bien non ! Il y a les aides générales, il n'y a pas d'aides spécifiques. Les Français ont toujours cette habitude : "Où est le guichet où on peut me donner un peu d'argent ?" N'est-ce pas ? Non, non. Il y a des règles générales, elles sont plus ou moins bonnes, on peut les améliorer mais il ne faut pas créer une multitude de petites clientèles, tout cela, au total est plutôt négatif.

- Mais bon vent pour votre investissement viticole. J'ai eu l'occasion de constater qu'ici le vin était excellent. Ce dont je ne doutais pas d'ailleurs ! Peut-être une dernière question ?

QUESTION.- Monsieur le Président, bonjour. Merci d'être venu nous voir. Je voudrais m'adresser au ministre...

- LE PRESIDENT.- A quel ministre ? Ils sont deux.

- QUESTION.- Je voudrais aussi rester dans le domaine agricole. Je me suis installé en Roumanie assez récemment. Certains coopérants français me connaissent. Je voudrais savoir si réellement le gouvernement roumain va développer l'agriculture en Roumanie et donner les moyens à ces paysans, ces agriculteurs - qui sont un peuple extraordinaire - de développer cette agriculture ?

- Simple exemple, nous avons investi dans du matériel agricole, nous avons voulu moissonner l'année dernière, nous avons laissé nos machines agricoles dans la cour de la ferme parce qu'il n'y avait pas de gasoil à mettre dans les machines agricoles... Ce que je voudrais dire, c'est que la Roumanie a la chance de posséder un des plus grands domaines agricoles d'Europe. La Roumanie a la chance de pouvoir sortir de son problème financier grâce à son agriculture, nous en sommes sûrs. Je pense qu'il y a un manque de volonté ou alors autre chose. Je ne sais pas. Mais je pense que si la Roumanie se donnait les moyens de développer son agriculture, je crois qu'elle ferait un grand pas en avant dans le développement en amont et en aval de l'agriculture, c'est-à-dire les usines de fabrication agricole.

- Pourquoi importer du matériel de moissonnage agricole à un milliard de Lei ou à un million de francs français, quand vous faites labourer les terres avec le cheval, il y a une aberration. Pourquoi importer 80 % de la matière alimentaire roumaine, alors que le gouvernement possède neuf millions d'hectares agricoles. C'est une aberration. Je crois que, nous qui sommes dans le domaine agricole, qui vivons avec les paysans roumains, je dis que la grande chance de la Roumanie c'est de mettre tout sur le développement agricole.

- LE PRESIDENT.- Voilà, je ne sais pas si le ministre veut répondre ?

- LE MINISTRE.- J'ai très bien compris. Mais c'était plutôt un discours qu'une question. Mais ma réponse à la question, c'est simplement oui.

- LE PRESIDENT.- Bien. Mesdames et messieurs, j'ai déjà pris beaucoup de retard et donc je suis obligé maintenant de faire la suite et d'aller m'excuser auprès de mes auditeurs suivants pour le retard avec lequel je vais arriver.

- Je voudrais simplement terminer et vous dire combien j'ai profondément confiance dans le partenariat franco-roumain, profondément confiance. Je suis sûr que le gouvernement roumain fera tout pour le développer et le gouvernement français aussi. Et naturellement, c'est sur vous-mêmes, sur vos épaules, compte-tenu de vos responsabilités que les choses marcheront. Mais croyez que les encouragements que je formule à votre intention pour le développement de vos affaires et de ce partenariat sont des encouragements très sincères. Je le dis de tout coeur, et je vous souhaite bonne chance.